

Présidentielles 2017

Donnons de la voix!

Donnons de la voix!

2017, vous aussi, donnez de la voix !

Si ...vous voulez approfondir quelques-unes de nos exigences
...vous souhaitez connaître nos analyses des programmes des différents candidats
...vous avez envie de donner votre avis sur les priorités à mettre en œuvre après les élections
...vous voulez vous exprimer et adresser un message vidéo aux candidats

Rendez-vous sur le site de l'UNSA Éducation, rubrique « Donnons de la voix »
http://bit.ly/donnons_de_la_voix



unsa-education.com

Nos 25 exigences pour l'Éducation



unsa-education.com

1 La liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité doivent être au cœur de la démarche éducative.
Ces valeurs républicaines sont le socle de notre rassemblement pour une espérance commune.

2 L'Éducation doit rester la priorité de la nation.
Les moyens humains et financiers doivent être non seulement maintenus mais aussi augmentés.

3 L'éducabilité de toutes et tous doit être reconnue.
Chaque jeune doit être considéré comme capable de réussir sa scolarité et ainsi construire sa vie citoyenne et professionnelle.

4 Les carrières et les salaires doivent faire l'objet de nouvelles avancées dans la continuité du protocole PPCR.
Par ailleurs, un rendez-vous annuel de négociations salariales doit être maintenu.

5 La Refondation engagée doit être poursuivie.
La nation doit garantir à chaque jeune l'obtention du socle commun de compétences. Puis, un parcours diversifié et modulable, construit dans une logique bac-3/bac+3, doit être proposé à toutes et tous. Dans ce cadre, toutes les voies sont d'égale dignité.

6 Tous les enfants ont droit à l'École.
Aucun enfant ne peut se voir refuser la scolarisation.

7 Les salariés les plus fragiles doivent être la priorité.
Les efforts pour améliorer la situation des catégories C et B et des contractuels doivent se poursuivre. Il est également nécessaire de poursuivre l'effort d'adaptation des postes de travail et l'accompagnement indispensable des travailleurs handicapés.



La formation initiale et continue de l'ensemble des agents est essentielle.

Elle doit permettre un développement professionnel et personnel qui favorise la construction d'un parcours valorisant.



Il faut redonner la priorité à l'École publique laïque et gratuite.

La concurrence déloyale des écoles privées, financée par les fonds publics, doit cesser.

L'Enseignement supérieur doit être accessible à tous les jeunes ayant obtenu le bac et désirant prolonger leurs études.

Il est impératif d'augmenter le taux de réussite des étudiants en 1er cycle. La double dimension liant recherche et enseignement doit être maintenue à l'université.



Nos ministères doivent bénéficier d'une nouvelle gestion des ressources humaines.

Elle doit prendre réellement en compte la dimension humaine, les aspirations et les besoins de chacun.



Plus de 8 millions de pauvres, dans notre pays : il y a urgence !

L'École a un rôle à jouer d'abord en cessant d'aggraver les inégalités sociales et ensuite en contribuant à la réussite de chacun des jeunes.



Le bien-être et la santé doivent être présents au centre de la politique éducative.

Le parcours de santé des élèves doit s'appuyer sur l'expertise des médecins, infirmiers et personnels sociaux de l'Éducation nationale. L'ensemble des personnels doit pouvoir bénéficier également d'une médecine de prévention et de l'accompagnement social nécessaire.

La participation du service public d'Éducation à la formation professionnelle initiale doit être garantie, soutenue et renforcée.

Elle doit rester une compétence nationale de l'État.



Les missions éducatives des personnels de « Jeunesse et Sports » doivent être reconnues et confortées.

La constitution d'un pôle interministériel éducatif doit permettre la complémentarité des politiques et des actions des différents ministères et services.



L'égalité femme-homme doit devenir réalité.

À l'École et à tous les niveaux, l'apprentissage à l'égalité entre les filles et les garçons est indispensable pour combattre les stéréotypes.



Les ESPé doivent être confortées.

Adossées à la Recherche, elles doivent former, au-delà des enseignants, tous les acteurs éducatifs et pédagogiques.

Une scolarisation de qualité pour toutes et tous est un droit, notamment pour les jeunes en situation de handicap et les élèves à besoins éducatifs particuliers.



Il faut atteindre l'objectif de 3% du PIB consacrés au financement de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Sa structuration et sa gouvernance doivent être améliorées et plus démocratiques. Fusionner ou rassembler de force sans projet commun et cohérent ne peut pas être un projet politique pour l'Enseignement supérieur et la Recherche.



Toutes les formes de Culture doivent être reconnues, valorisées et rendues accessibles.

Elles participent à l'émancipation, au respect de la diversité et au mieux vivre ensemble.



La précarité dans la Fonction publique doit fortement diminuer.

Les emplois publics permanents ont vocation à être occupés par des fonctionnaires. Les contractuels doivent voir leurs droits améliorés.

La France a besoin d'un service public de qualité sur tout le territoire avec des agents publics pour le faire vivre.

Le statut des fonctionnaires garantit un service public impartial et de qualité.



La société inclusive est l'objectif à atteindre.

Cela passe notamment par la poursuite de l'effort d'adaptation des postes de travail et d'accompagnement indispensable des travailleurs handicapés.



La spécificité de l'enseignement agricole dans toutes ses dimensions doit être confortée et son développement assuré.



La coéducation est indispensable.

Elle seule permet la complémentarité des actions, des temps, des lieux et des acteurs éducatifs.